

Numéro 45 - 11 juillet 2020

**Le «portrait économique et budgétaire»
du gouvernement canadien**

Exaltation de la corruption et de la fraude



- **Passons à l'entreprise publique et mettons fin à la mascarade de l'entreprise privée et du marché libre**
- K.C. Adams -

À titre d'information

- **Les dettes publiques envers des intérêts privés mondiaux**
 - **La boucle est bouclée: les gouvernements empruntent aux riches pour payer les riches**
 - **Les dépenses publiques liées à la pandémie**
- **La crise économique cause de grandes souffrances aux travailleurs et aux petites entreprises du pays**
 - **Les sources des emprunts du gouvernement fédéral**
- **L'approbation des dépenses publiques par le gouvernement fédéral**

Journée d'action pancanadienne pour un statut pour tous!

- **L'injustice, la discrimination et la surexploitation des personnes sans statut doivent cesser!**

Septième anniversaire de la tragédie de Lac-Mégantic

- **Le besoin de bâtir une autorité publique qui défend l'intérêt public et non l'intérêt privé**
- Pierre Chénier -
- **L'action citoyenne toujours essentielle pour assurer la sécurité ferroviaire**
- Entrevue avec Robert Bellefleur -

Trentième anniversaire de l'assaut militaire brutal contre les Mohawks à Kahnésètà:ke

- **Pour des relations de nation à nation et la fin du génocide des peuples autochtones**
- Fernand Deschamps -

Des manifestations condamnent l'annexion de territoires palestiniens partout dans le monde

- **Les peuples du monde unis avec le peuple palestinien**

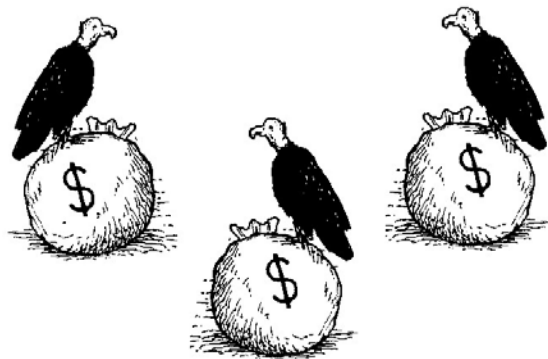
Le « portrait économique et budgétaire » du gouvernement canadien

Exaltation de la corruption et de la fraude

Le « portrait économique et budgétaire » du gouvernement fédéral présenté le 8 juillet est un bon exemple de désinformation. Dans ce cas-ci, le but est de faire le silence sur les questions de fond concernant la provenance des fonds empruntés pour faire face à la pandémie, de sorte que les Canadiens ne puissent pas se faire une opinion. Loin d'informer les Canadiens, le « portrait économique et budgétaire » exalte la corruption et la fraude ; il les élève en un art au nom de grands idéaux.

Justin Trudeau a préparé le terrain pour cette désinformation lors d'une conférence de presse juste avant que le ministre des Finances ne présente le document au Parlement. Parlant de ce qui est devenu maintenant un déficit fédéral de 343,2 milliards de dollars devant être couvert par des emprunts gouvernementaux auprès des institutions financières privées de l'oligarchie mondiale, Trudeau a déclaré : « Nous nous sommes endettés pour que les Canadiens n'aient pas besoin de le faire.

» Il est clair que le premier ministre pense que les Canadiens n'ont pas l'intelligence nécessaire pour décider et qu'ils ne verront pas ce que cache son usage obsessif du « nous ».



La dette que le « nous » gouvernemental a contractée est envers les institutions les plus riches et les plus puissantes du système impérialiste d'États dominé par les États-Unis. Le « nous » du peuple devra cet argent à des prêteurs privés et devra le rembourser avec intérêt. Le taux d'intérêt que ce «

nous » paiera augmentera également puisque l'une des trois principales agences américaines de notation de crédit, Fitch, a récemment abaissé la cote de crédit du Canada de AAA à AA+, ce qui rend les emprunts plus coûteux.

Le « nous » qui sera responsable de cette nouvelle dette de 343,2 milliards de dollars, qui fait passer la dette fédérale de 765 milliards de dollars à 1,2 billion de dollars en un an, ce sont essentiellement les travailleurs canadiens. Les travailleurs qui produisent la valeur par leur travail et qui paient la majeure partie des impôts seront aux prises avec cette dette envers les vautours de la finance internationale. Les bénéficiaires de ce stratagème pour payer les riches sont les cartels industriels et financiers privés des impérialistes.

Le peuple n'a pas eu son mot à dire et n'a aucun contrôle sur ce qui est fait. Il est en effet pratique et malhonnête d'avoir ce « nous les Canadiens et ce « nous le gouvernement » et de dire, comme Trudeau aime à le faire, que « nous sommes tous dans le même bateau ».

Le fait est que nous ne sommes pas dans le même bateau. Nous, les travailleurs, travaillons et produisons de la valeur et vous, l'oligarchie impérialiste au pouvoir et vos agents, expropriez la valeur que nous produisons ; vous possédez et contrôlez l'économie et vous avez usurpé le pouvoir de l'État pour payer les riches et pour défendre et maintenir vos privilèges et votre richesse privée et la grande fracture entre vous et nous. Vous réglez en rois et maîtres et nous sommes exclus des affaires économiques et politiques.

La montée en flèche des déficits et des dettes du gouvernement envers les riches mènera à des attaques encore plus violentes contre les Canadiens, à une détérioration accrue des programmes sociaux et des services publics et à une hausse des impôts sur les particuliers, des taxes de vente et des autres taxes individuelles. Les gouvernements fédéral, québécois et provinciaux, les groupes d'experts néolibéraux et les médias de masse préparent une nouvelle ronde, encore plus intense, de l'offensive antisociale en utilisant la crise actuelle et les « dettes et déficits massifs » des gouvernements à tous les niveaux comme excuse. Cela a déjà commencé en Alberta avec les attaques antisociales et antisyndicales du gouvernement du Parti conservateur uni de Jason Kenney ainsi qu'au Québec, en Ontario et dans d'autres provinces.



Les gouvernements déclarent qu'ils n'ont pas d'autre choix que d'emprunter aux riches pour surmonter la crise économique. C'est de la désinformation de premier ordre. C'est de la corruption et de la duperie. En tant que partie du système impérialiste d'États dominé par les États-Unis et servant les privilèges et les intérêts privés de l'oligarchie financière mondiale, l'élite au gouvernement ne veut pas que le peuple voie ce qu'elle ne veut pas qu'il voie : que les dettes du gouvernement envers les bailleurs de fonds mondiaux ne sont pas une nécessité coulée dans le béton, elles font partie d'une politique délibérée pour payer les riches.

Malgré les efforts du gouvernement Trudeau, des partis cartellisés de l'opposition et des médias pour cacher la corruption et la fraude, leur exaltation est devenue évidente pour ceux qui travaillent fort à définir une nouvelle direction pour l'économie. L'alternative commence par exiger que les gouvernements arrêtent de payer les riches et augmentent les investissements dans les programmes sociaux.

Le peuple devra exiger un moratoire sur le service de la dette existante et que les emprunts publics auprès d'intérêts privés soient déclarés illégaux. Les gouvernements devraient emprunter à eux-

mêmes, en tant que dette publique envers eux-mêmes, à régler sans intérêt à mesure que l'économie se développe et que les travailleurs produisent un plus grand produit social. Cette nouvelle direction empêcherait les oligarques mondiaux de retirer de la valeur de l'économie et interdirait aux gouvernements à tous les niveaux de s'endetter auprès d'intérêts privés.



Passons à l'entreprise publique et mettons fin à la mascarade de l'entreprise privée et du marché libre

- K.C. Adams -

Un État organisé pour payer les riches n'est pas un marché libre, c'est un marché contrôlé pour quelques privilégiés.

La dette fédérale totale du Canada envers les intérêts privés mondiaux après le déficit de 343,2 milliards de dollars de cette année atteindra 1,2 billion de dollars.

Contrairement à ce que prétend le premier ministre Justin Trudeau, les Canadiens souffriront de cette dette envers les riches, car le remboursement avec intérêts proviendra de la valeur que les travailleurs produisent par leur travail, de la réduction des programmes sociaux et des services publics et de la détérioration du niveau de vie.

Le système impérialiste d'États dominé par les États-Unis est organisé pour payer les riches. Il fait tout pour défendre et maintenir le privilège de la propriété de l'entreprise privée et des oligarques incroyablement riches qui possèdent et contrôlent les cartels mondiaux privés de l'industrie et de la finance.

Les entreprises privées qui bénéficient de ce que les travailleurs produisent et des stratagèmes de l'État pour payer les riches sont la base matérielle de l'inégalité et de l'exploitation des personnes et de l'économie, et la cause des crises économiques récurrentes qui font des ravages dans la vie des gens. Pourtant, des chansons sont chantées et des discours résonnent pour dire que l'entreprise privée représente le marché libre et la plus haute forme d'organisation économique humaine. Quelle absurdité. Un État organisé pour payer les riches n'est pas un marché libre, c'est un marché contrôlé pour quelques privilégiés.



Les travailleurs demandent : qu'y a-t-il de libre dans le marché quand les entreprises privées prêtent de l'argent aux gouvernements et le reçoivent en retour avec intérêts et sous forme de subventions, de contrats garantis et d'autres stratagèmes pour payer les riches? Ce n'est pas le marché libre. C'est une manoeuvre des riches pour duper le monde avec leurs vieux mythes usés sur la toute-puissance du libre marché et de l'entreprise privée.

L'entreprise privée aime la richesse sociale qu'elle exproprie à ses travailleurs et à d'autres par le biais de subventions et octrois du gouvernement. Elle aime prêter ses excédents de richesse privée aux gouvernements pour ensuite le recevoir en retour à la fois avec intérêts et par les subventions

qu'elle reçoit et les contrats gouvernementaux garantis. Elle aime l'État qui vient la secourir quand la catastrophe la menace à cause des crises économiques récurrentes de son système. Ce n'est pas le marché libre, c'est une oligarchie qui exploite les travailleurs et utilise le pouvoir de l'État pour défendre ses intérêts et privilèges privés.

Assez de cette absurdité à propos du marché libre. Les cartels industriels et financiers ont complètement pris le contrôle du marché dit libre durant les premières années du XXe siècle.

Si les cartels privés ne peuvent pas survivre dans l'économie sans subventions publiques, ce qu'ils ne peuvent évidemment pas faire, alors les travailleurs doivent les écarter et passer au Nouveau. Les travailleurs exigent des entreprises publiques et des gouvernements sous leur contrôle et organisés pour servir l'intérêt public et non certains intérêts privés privilégiés.



À titre d'information

Les dettes publiques envers des intérêts privés mondiaux

La dette du gouvernement fédéral atteindra 1,2 billion de dollars.

Les travailleurs devraient se demander pourquoi de si grandes quantités d'argent sous contrôle privé sont si facilement accessibles aux gouvernements qui veulent emprunter. Comment les riches oligarques peuvent-ils être en possession d'une telle richesse en une période de crise où les gouvernements se déclarent ruinés ? Les sommes d'argent considérables que les riches ont à prêter aux gouvernements indiquent à quel point la classe ouvrière est productive et combien les riches exproprient et accumulent de ce que les travailleurs produisent. Les milliards que le gouvernement empruntera à des sources privées pour couvrir le déficit de 343 milliards de dollars proviennent du temps de travail de la classe ouvrière canadienne, mais se retrouvent sous le contrôle d'une minorité d'oligarques mondiaux extrêmement riches.



Pensez-y. Comment se fait-il que ces riches oligarques aient des fortunes aussi immenses pour acheter des titres d'État ? D'où cet argent vient-il et comment se retrouve-t-il entre les mains de quelques-uns ? Les travailleurs engagés dans des moyens de production socialisés produisent la richesse saisie par quelques-uns. Cela doit changer pour que le monde soit remis dans la bonne voie. Une nouvelle direction pour l'économie doit voir le jour où ceux et celles qui font le travail et produisent la valeur contrôlent l'économie et le produit social qu'ils produisent.

Le gouvernement consacre une grande partie de l'argent qu'il emprunte et de l'impôt qu'il perçoit au soutien à l'entreprise privée, en particulier les entreprises les plus grandes et les plus puissantes, parfois jugées « trop grandes pour tomber » et ayant une « importance systémique ». Les travailleurs veulent savoir pourquoi les fonds publics devraient servir à soutenir l'entreprise privée, maintenir le contrôle de l'économie par les riches et préserver leurs styles de vie extravagants.

L'argent revient en masse dans les coffres des riches

Les capitaines de l'industrie, de la finance et du commerce s'attendent à ce que les obligations d'État qu'ils achètent leur soient remboursées avec intérêts. Ils s'attendent aussi à ce que l'argent qu'ils prêtent aux gouvernements leur revienne par des stratagèmes lucratifs pour payer les riches. Le gouvernement a déjà annoncé des projets d'infrastructure garantis de milliards de dollars, les contrats de fournitures militaires pour la poursuite des préparatifs de guerre sont une constante et l'approvisionnement des secteurs de l'éducation et de la santé en ordinateurs et en produits pharmaceutiques tels qu'un vaccin pour la COVID-19 signifie des profits garantis pour les plus grandes entreprises.

Le système économique impérialiste est un ensemble circulaire unique qui garantit l'enrichissement des riches et l'appauvrissement des pauvres à mesure que la richesse et le pouvoir sont toujours plus concentrés entre les mains de quelques-uns. Seule la classe ouvrière peut rompre le cercle vicieux et forger une nouvelle direction qui favorise le peuple et évite les crises économiques récurrentes.



La boucle est bouclée: les gouvernements empruntent aux riches pour payer les riches

L'oligarchie impérialiste voit les prêts aux gouvernements et ensuite la possibilité de profiter des projets et des subventions financés par les emprunts gouvernementaux comme une façon d'écorcher le boeuf deux fois. Le gouvernement emprunte à des intérêts privés pour financer ses déficits. En même temps qu'il emprunte aux riches oligarques, le gouvernement annonce des stratagèmes pour payer les riches impliquant des partenariats public-privé pour la construction d'infrastructures et d'autres projets. Une grande partie de l'activité dans le secteur des services se fait par des contrats du gouvernement avec des cartels mondiaux, notamment ceux des services de restauration et de blanchisserie dans les hôpitaux et les prisons, des contrats d'approvisionnement militaire et des contrats extrêmement lucratifs pour les produits pharmaceutiques.

Ce « cercle vertueux » impérialiste a été résumé dans un récent article du *LML* :

1. La Banque du Canada commence le processus par l'achat de titres détenus par l'oligarchie financière mondiale. Certaines des obligations d'entreprises contiennent des hypothèques et d'autres prêts appartenant à des institutions financières privées et aux plus grandes sociétés. De nombreux prêts et hypothèques contenus dans ces obligations subissent actuellement des tensions dues à la crise économique et pourraient s'effondrer. La Banque du Canada a déclaré que le montant qu'elle pourrait acheter pourrait atteindre 150 milliards de dollars et comprendrait l'achat d'obligations détenues par les gouvernements provinciaux et d'autres paliers de gouvernement. De plus, la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a annoncé l'achat de 50 milliards de dollars d'hypothèques détenues actuellement par les grandes banques. La justification pour déverser tout cet argent public dans les coffres des oligarques mondiaux est que les prêteurs privés vont maintenant investir dans l'économie en difficulté, alors qu'en fait ces mêmes institutions financières mondiales ne font que protéger leurs propres investissements en difficulté et se servent d'une partie de l'argent pour acheter des titres garantis par l'État.

2. L'oligarchie financière prend l'argent public de la Banque du Canada et de la SCHL qui vient de ses titres achetés et, avec cet argent, achète les obligations d'État, aujourd'hui encore plus nombreuses, car le déficit du gouvernement fédéral et des autres gouvernements monte en flèche. Ces achats deviennent un refuge pour la richesse sociale des oligarques pendant la crise alors que les autres opportunités d'investissement se sont taries ou sont devenues trop risquées. Les titres

garantis par l'État rapportent même des intérêts.

3. Le gouvernement prend l'argent privé qu'il emprunte à l'oligarchie financière avec la vente de ses titres et en consacre une partie au financement de projets d'infrastructure. Cela devient la mise de fonds de démarrage pour commencer la construction.

4. Le gouvernement recrute des cartels mondiaux privés de la construction pour réaliser les projets d'infrastructure. Ces entreprises n'ont pas à trouver elles-mêmes le financement ni à se soucier de vendre le projet terminé. Le gouvernement leur donne l'argent nécessaire à la construction au fur et à mesure que les projets avancent, ce qui comprend des profits considérables. Tous ces travaux sont garantis par le gouvernement, y compris les prix exorbitants dictés par les cartels privés de la construction pour la réalisation des projets.

5. Une fois construits, les principaux utilisateurs des moyens de production publics (routes, ponts, électricité, etc.), qui sont les grandes entreprises privées de l'économie, n'ont pas à payer le plein prix du marché pour la valeur de la partie des infrastructures qu'ils consomment, car ils bénéficient de « prix industriels » préférentiels fixés arbitrairement.

Ce cercle vertueux des impérialistes explique comment le plan d'infrastructure du gouvernement fédéral « Investir dans le Canada » sert à payer les riches et contribue à la concentration toujours plus grande des richesses et du pouvoir entre les mains d'une poignée de privilégiés. En 2019, le gouvernement fédéral s'est engagé à investir plus de 187 milliards de dollars sur 12 ans en infrastructure. Le groupe de réflexion impérialiste appelé Institut C.D. Howe affirme que la crise actuelle devrait inciter le gouvernement à dépenser encore plus et plus rapidement, non seulement pour de nouveaux projets, mais aussi pour l'entretien et la modernisation des infrastructures existantes.



Les Canadiens sont intimidés et sommés de ne pas s'opposer à cette orientation de l'économie, car elle « crée des emplois et bâtit l'infrastructure » dont ils ont tant besoin. Mais une nouvelle direction est exactement ce qu'il faut pour que l'économie soit sous le contrôle des travailleurs, pour prévenir des crises récurrentes et résoudre les autres problèmes sociaux.

Une nouvelle direction de l'économie interdirait au gouvernement d'emprunter auprès d'institutions privées. Une nouvelle direction permettrait de bâtir, d'entretenir et de gérer les infrastructures publiques avec des entreprises de construction publiques permanentes. Elle garantirait que la valeur des infrastructures est pleinement réalisée par les entreprises publiques et privées qui l'utilisent et la consomment et que cette valeur est réinjectée dans l'économie et non pas retirée par les riches et envoyée dans des paradis fiscaux ou ailleurs.

(Tiré de « Des programmes de dépenses publiques d'infrastructure pour payer les riches et maintenir le contrôle et les privilèges de classe », LML 27 juin 2020)



Les dépenses publiques liées à la pandémie

Dans les conditions de la pandémie et de la crise économique, le portrait budgétaire du gouvernement fédéral déclare un déficit de 343,2 milliards de dollars et annonce que la dette fédérale envers les oligarques financiers se situera à 1,2 billion de dollars. En ce qui concerne ce déficit, le gouvernement dit que 236 milliards de dollars vont directement aux entreprises et aux particuliers.

Le gouvernement nous informe que jusqu'à présent environ 150 milliards de dollars ont été versés à des entreprises privées et que d'autres versements sont prévus. Le programme visant à verser 75 pour cent du salaire des travailleurs des entreprises privées a été élargi. À la mi-juin, 223 918 entreprises privées avaient présenté une demande de subvention salariale.

Les programmes qui accordent des fonds publics à des entreprises privées sont les suivants :

- le Crédit d'urgence pour les grands employeurs (CUGE) - aucun montant final indiqué ;
- le Programme de crédit aux entreprises - aucun montant final indiqué ;
- l'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial (AUCLC) administrée par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) - aucun montant final indiqué ;
- la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) qui verse aux employeurs 82,3 milliards de dollars ;
- le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) qui accorde des prêts sans intérêt aux entreprises pour un total de 13,7 milliards de dollars ;
- l'achat d'obligations de sociétés et provinciales par la SCHL - continué.

Le gouvernement estime à 85,2 milliards de dollars la somme totale des prestations d'urgence aux personnes qui ont perdu leur emploi ou qui ont désespérément besoin d'aide. Une grande partie de cela consiste à soutenir les dépenses de consommation de sorte que tout l'argent passe presque immédiatement des particuliers aux entreprises.

Quatre-vingts milliards de dollars sont destinés à 8,6 millions de personnes par la Prestation canadienne d'urgence (PCU).

Le gouvernement prévoit que 5,2 milliards de dollars seront versés aux étudiants dans le cadre de la Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants (PCUE).

Le gouvernement a également versé des paiements uniques à ceux qu'il qualifie de « Canadiens à faible revenu » dans le cadre du programme de remboursement de la TPS et à ceux qui reçoivent la Sécurité de la vieillesse.

Les familles admissibles à l'Allocation canadienne pour enfants ont reçu 2 milliards de dollars de plus en mai.

Le gouvernement prévoit qu'à la fin de l'exercice budgétaire 2020-2021 en mars prochain, il aura dépensé environ 469 milliards de dollars de plus que prévu lors de son dernier énoncé de dépenses en décembre 2019.

Selon le portrait économique et budgétaire, « la contraction prévue des revenus budgétaires

fédéraux est sans précédent depuis la Grande Dépression ; la baisse prévue en 2020-2021 est plus du double de celle survenue en 2009-2010 à la suite de la crise financière mondiale. »

Le gouvernement affirme qu'une partie du déficit total provient du déficit déjà prévu de l'année dernière, soit 34,4 milliards de dollars, et de la perte prévue de recettes fiscales et d'autres revenus du gouvernement à cause de la crise économique qu'il établit à 81,3 milliards de dollars.



La crise économique cause de grandes souffrances aux travailleurs et aux petites entreprises du pays

Selon les projections, l'impôt sur le revenu des travailleurs est appelé à chuter de 30 % pour cette année fiscale, ce qui indique une énorme baisse des salaires versés cette année. Cinq millions et demi de travailleurs ont perdu leur emploi seulement entre février et avril. Ces pertes ont fait grimper le taux de chômage à 13,7 % en mai, le taux mensuel le plus élevé jamais enregistré.

Pour cette année, il est prévu que l'économie canadienne connaîtra une contraction de 6,8 %. Seulement au deuxième trimestre, l'économie a chuté de 40,6 %, ce qui constitue la pire contraction depuis la crise économique des années 1930 mieux connue sous le nom de la Grande Dépression. On s'attend à ce qu'en 2020-2021, l'économie décline deux fois plus qu'elle ne l'avait fait en 2009-2010 lors de la précédente crise économique.

Perte de revenu fédéral

Les revenus du gouvernement fédéral devraient chuter pour atteindre 268,8 milliards de dollars en 2020-2021 comparativement aux 341 milliards de dollars prévus en 2019-2020. La plus grande source de revenu du gouvernement fédéral est l'impôt des particuliers qui doit baisser de 25 milliards de dollars pour atteindre 146,3 milliards de dollars pour cette année fiscale, comparativement à 170,9 milliards en 2019-2020 — une baisse de 14,4 %.

L'impôt sur les sociétés devrait baisser de 22,3 %, soit près de 11 milliards de dollars, pour atteindre 38,8 milliards de dollars comparativement à 49,2 milliards de dollars l'année dernière.

Le revenu de la TPS devrait baisser de 20,4 %, soit près de 8 milliards de dollars, pour atteindre 30,9 milliards de dollars comparativement à 38,8 milliards de dollars en 2019-2020.

Le gouvernement, par la voix de groupes de réflexion comme l'Institut C.D. Howe, fait la propagande que hausser les taxes à la consommation est un moyen d'amasser un revenu supplémentaire permettant de rembourser les créanciers mondiaux. Ceci voudrait dire une augmentation des taxes de vente fédérale et provinciales (TPS, TVH et TVQ) et d'autres frais.



Les sources des emprunts du gouvernement fédéral

Voici un extrait du Portrait économique et budgétaire publié le 8 juillet (page 176) :

« Le montant total du principal que le gouvernement empruntera en 2020-2021 devrait s'établir à 713 milliards de dollars. La taille du programme reflète les besoins financiers supplémentaires considérables découlant des initiatives du gouvernement pour répondre à la pandémie de la COVID-19. Tous les emprunts proviendront des marchés de gros au pays et à l'étranger.

« Les besoins en matière d'emprunt du gouvernement sont déterminés par son refinancement de la dette et de ses besoins financiers prévus qui sont principalement liés à la COVID-19.

« En 2020-2021, le refinancement de la dette est projeté à 245 milliards de dollars, tandis que les besoins financiers devraient s'établir à environ 469 milliards. De plus, aucun changement n'est projeté aux soldes de trésorerie du gouvernement, puisque les nouveaux emprunts devraient respecter toutes les exigences de financement.

« Les projections des besoins financiers comprennent les mesures indiquées dans le Plan d'action économique du Canada pour répondre à la COVID-19 (le Plan). Le Plan comporte un financement de plus de 211 milliards de dollars en mesures de soutien direct à l'intention des travailleurs et des entreprises du pays, en plus de 85 milliards de dollars pour répondre aux besoins de liquidité des entreprises et des ménages canadiens sous forme de reports du paiement d'impôts, de taxes et de droits de douane dans le but de stabiliser l'économie. De plus amples renseignements sur le Plan d'intervention économique se trouvent dans le chapitre 2 du présent Portrait économique et budgétaire 2020.

« Les emprunts réels pour l'exercice pourraient différer des projections en raison de l'incertitude liée aux projections économiques et budgétaires, du moment particulier où seront effectuées les opérations de trésorerie, ainsi que d'autres facteurs, notamment la variation des besoins au titre des réserves de change et des emprunts des sociétés d'État. Afin de s'ajuster aux changements imprévus des exigences financières, l'émission de titres de créance peut être modifiée au cours de l'année, habituellement en apportant des changements dans l'émission de bons du Trésor. »



L'approbation des dépenses publiques par le gouvernement fédéral

Le gouvernement fédéral a dépassé la somme de 392 milliards de dollars en dépenses approuvées pour l'année fiscale en cours, avec deux périodes d'ouverture de crédit restantes qui augmenteront davantage le total. Le Parlement a approuvé des dépenses supplémentaires de 6 milliards de dollars cette année au-delà du montant qui a été fixé par loi lorsque les membres ont adopté le projet de loi C-19, la *Loi de crédits*, le mois dernier.

La somme de 6 milliards de dollars approuvée par les députés le 26 juin comprend 586 millions de dollars en nouvelles sommes pour le projet militaire de navire de soutien interarmées, 481 millions de dollars pour le règlement du gouvernement avec les survivants des externats indiens fédéraux et 468 millions de dollars pour le programme de services à l'enfance et aux familles du ministère des Services aux Autochtones.

D'autres nouveaux montants d'argent ont été de facto préapprouvés en vertu des lois sur les mesures d'urgence visant la COVID-19 du gouvernement en mars et en avril qui accordaient au gouvernement des pouvoirs extraordinaires de dépenser de l'argent pour tout « événement de santé publique d'intérêt national ». Ces dépenses ont dépassé de beaucoup ce qui avait d'abord été annoncé dans les principaux estimés du document budgétaire publié en février.

Les budgets supplémentaires des dépenses de l'année dernière prévoyaient près de 5 milliards de dollars en nouvelles dépenses, portant le total dépensé par le gouvernement à ce moment-là à près de 305 milliards de dollars. Les chiffres finaux pour 2019-2020 n'ont pas encore été publiés, mais le gouvernement a prévu 313 milliards de dollars en dépenses pour cette année fiscale.

L'année précédente, 2018-2019, les budgets supplémentaires des dépenses comprenaient 8 milliards

de dollars de nouvelles dépenses pour atteindre éventuellement un total de 346 milliards de dollars.

Les dépenses cette année pourraient doubler par rapport aux dépenses de l'année précédente. Des 390 milliards de dollars de dépenses approuvées jusqu'ici dans la présente année fiscale, 131 milliards de dollars ont été adoptés directement par le Parlement, et les 261 milliards de dollars restants ont été autorisés en vertu de règlements parlementaires.

Le montant de 139 milliards de dollars approuvé jusqu'ici cette année pour le ministère de l'Emploi et Développement social est plus élevé de 65 milliards de dollars comparativement à l'année dernière, et de 69 milliards de dollars comparativement à l'année précédente.

La Défense nationale, qui d'habitude représente un des budgets les plus importants du gouvernement, a reçu l'approbation de dépenser 25 milliards de dollars cette année, le troisième montant le plus important des ministères.

Seulement en 2019, le gouvernement fédéral a payé 23 milliards de dollars en frais d'intérêt pour rembourser la dette fédérale aux prêteurs d'argent mondiaux.



Journée d'action pancanadienne pour un statut pour tous!

L'injustice, la discrimination et la surexploitation des personnes sans statut doivent cesser!



Montréal, 4 juillet 2020

Le samedi 4 juillet, une journée d'action pancanadienne a rassemblé les gens à la défense des droits des demandeurs d'asile, des travailleurs étrangers temporaires, des personnes sans-papiers, de celles qui risquent la déportation, des étudiants internationaux et d'autres. Des actions ont été organisées au Québec, en Colombie-Britannique, en Nouvelle-Écosse et en Ontario, y compris devant le bureau de circonscription du ministre fédéral de l'Immigration Marco Mendicino.

Montréal au Québec



Près de 500 personnes de tous âges et de toutes les couches de la société ont répondu à l'appel de Solidarité sans frontières et de plusieurs autres organisations de Montréal exigeant le statut d'immigration complet pour tous et toutes. Tous ont convergé à 11 h au parc Émilie-Gamelin pour un rassemblement et une marche. Migrante Canada, le Centre des travailleurs immigrants, Le Québec, c'est aussi nous autres !, le Comité d'action des personnes sans statut, le Comité des Guinéens unis pour un statut, Debout pour la dignité, des groupes de femmes, des organisations de défense des droits et un contingent du Parti marxiste-léniniste étaient parmi les participants.

L'esprit de l'action tel qu'exprimé par les nombreuses pancartes et bannières était sans équivoque : Un statut pour tous ! Luttons pour les droits de tous ! Nous ne sommes pas sacrificiables : Nous sommes des êtres humains faisant partie du Québec et nous contribuons à son développement !

Les participants ont exigé le statut d'immigrant complet pour tous et toutes immédiatement et que personne ne soit abandonné à son sort. Peu importe qu'on soit demandeur d'asile, travailleur étranger temporaire, étudiant international ou un travailleur dont le statut est expiré, tout le monde doit être traité de façon égale et équitable et sujet aux mêmes lois et règlements que tout le monde, ont-ils dit.



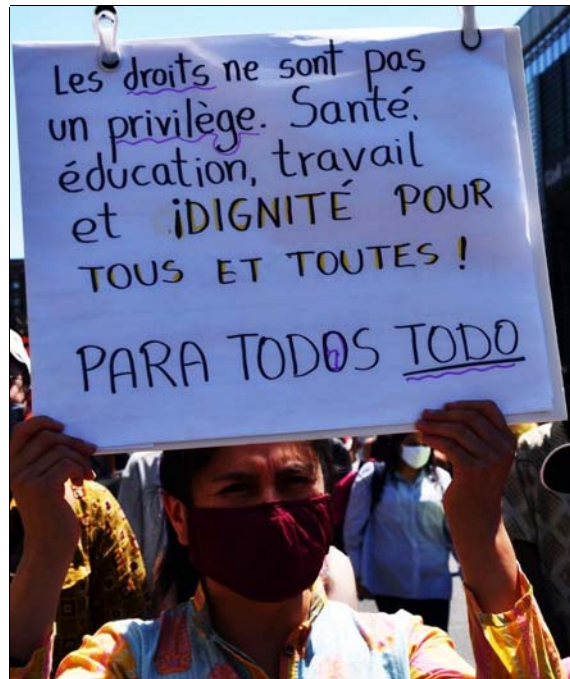
Les conditions de vie et de travail de bon nombre de ces travailleurs essentiels sont intolérables et sont le résultat de leur statut précaire et de lois et de règlements de l'immigration injustes qui sont constamment modifiés pour répondre aux exigences des employeurs et de l'économie. Plutôt que d'être traités avec dignité et comme doivent l'être les êtres humains, les gouvernements et la petite élite dirigeante qu'ils représentent considèrent ces travailleurs comme sacrificiables, comme une

marchandise qui peut être utilisée et dont on dispose à volonté.

Les travailleurs essentiels exigent que leur contribution à la société québécoise soit reconnue, pas seulement d'un point de vue économique, mais aussi culturel et social.

En raison de l'appui massif du public dont jouissent ces travailleurs, les gouvernements québécois et canadien veulent donner l'impression qu'ils reconnaissent leur contribution pendant la pandémie, mais à ce jour, ils n'ont rien fait de concret pour leur venir en aide. Plusieurs continuent d'être menacés de déportation, comme l'a souligné un représentant du Comité des Guinéens unis pour un statut. Et si des membres de sa communauté sont déportés, ils risquent la violence à leur retour dans leur pays.

Un membre du mouvement Le Québec c'est aussi nous autres ! a informé la foule des difficultés vécues par les étudiants internationaux et les travailleurs étrangers temporaires dont l'avenir ici au Québec est mis en danger par les récents changements arbitraires faits au Programme d'expérience québécoise (PEQ) par le gouvernement Legault. Des étudiants internationaux ont aussi été abandonnés pendant la pandémie sans soutien du gouvernement libéral fédéral pendant la pandémie, n'ayant d'autre option que de travailler à temps plein dans un « service essentiel », souvent au risque de leur propre vie en raison du manque d'équipement de protection individuelle et de distanciation physique. Un grand nombre de ces travailleurs essentiels ne peuvent même pas accéder aux soins de santé.



Les travailleurs étrangers temporaires ont souligné que bien avant la COVID-19, ils étaient essentiels et ont vaillamment continué de soigner les autres et veillé à ce que la nourriture se rende à la table de tout le monde. Plusieurs sont venus ici parce qu'on leur a fait miroiter un avenir meilleur pour eux et leurs familles, mais ils se sont rendu compte d'un revirement de situation et qu'ils ne peuvent plus s'établir définitivement ici.

Solidarité sans frontières a fait valoir : « Les personnes sans statut sont forcées de travailler très fort pour le succès et le développement de l'économie canadienne, aux premières lignes dans des conditions de travail dangereuses et lamentables, sans soins de santé, avantages sociaux et aide d'urgence. Alors même que tout le monde est resté à la maison pour se protéger contre la COVID-19, plusieurs d'entre nous étions forcés de confronter ce danger, permettant ainsi à la société canadienne de continuer de fonctionner. Malheureusement, personne n'a pensé à indemniser les gens sans statut pour leurs immenses efforts, ni à les reconnaître en tant qu'êtres humains qui devraient avoir droit aux mêmes choses que tout le monde. Les gens sans statut ont droit à l'entière reconnaissance, à l'estime et au respect.

« Nous sommes réunis pour dire : l'injustice, la discrimination et l'exploitation des personnes sans statut doit cesser ! Nous unissons nos forces et nos voix pour exiger un programme global de régularisation et un statut pour tous et toutes ! »



Toronto en Ontario





Steveston en Colombie-Britannique

Des gens de divers endroits du district régional du Grand Vancouver se sont rendus à Steveston le 4 juillet pour un rassemblement devant le bureau du député de Steveston-Richmond Est, Kenny Chui. L'action a été organisée en réponse à l'appel du Réseau pour les droits des migrants pour des actions partout au pays. Le bureau de Chui a été ciblé parce que la région de Steveston-Richmond comprend plusieurs grandes fermes qui embauchent des travailleurs agricoles saisonniers et parce que Chui lui-même est membre du comité parlementaire permanent sur la Citoyenneté et l'Immigration. Les manifestants ont attiré l'attention sur les conditions des aides familiaux résidents, des travailleurs agricoles et des autres travailleurs migrants comme les travailleurs agricoles saisonniers.

Certains ont occupé la rue devant le bureau du député, tandis que d'autres ont participé avec leurs autos ornées de pancartes avec des slogans comme « Justice pour les travailleurs migrants ! » et « Notre sécurité est dans la lutte pour les droits de tous ! »

Les manifestants ont revendiqué le statut d'immigration complet pour tous les travailleurs agricoles saisonniers et les autres travailleurs migrants y compris les étudiants internationaux, les réfugiés, les demandeurs d'asile et les travailleurs sans-papiers, ainsi qu'un accès aux services de santé et aux services sociaux, dont l'assurance-emploi et les normes du travail. Les orateurs ont invité tout le monde à signer la pétition du Réseau pour les droits des migrants et à téléphoner au premier ministre Trudeau pour exiger que le gouvernement accorde les droits d'immigration complet à tous les travailleurs migrants.



Septième anniversaire de la tragédie de Lac-Mégantic

Le besoin de bâtir une autorité publique qui défend l'intérêt public et non l'intérêt privé

- Pierre Chénier -



Le 6 juillet 2020 était le septième anniversaire de la tragédie de Lac-Mégantic, une des pires catastrophes ferroviaires de l'histoire du Canada. En fin de soirée le 5 juillet 2013, un convoi de trains de marchandises constitué de cinq locomotives et de 72 wagons-citernes non conçus pour transporter le type de pétrole brut qu'ils contenaient, a été laissé sans surveillance durant la nuit à Nantes, en Estrie. Vers une heure du matin, le train s'est mis de lui-même à descendre la pente menant à Lac-Mégantic. Il a fallu peu de temps pour que 63 wagons déraillent en plein centre-ville, déversant leur contenu et entraînant une série d'incendies et d'explosions d'envergure catastrophique. Quarante-sept personnes ont été tuées, de nombreuses autres blessées et le centre-ville a été rasé. Les sols ainsi que la rivière Chaudière et le lac Mégantic lui-même ont été lourdement contaminés par les déversements de pétrole brut.



À l'occasion du septième anniversaire de la tragédie, la ville de Lac-Mégantic a inauguré un *Espace mémoire* dédié aux 47 victimes.

Les résidents de Lac-Mégantic ont perdu plusieurs de leurs, subi des dommages matériels et environnementaux énormes à cause de l'extraction frénétique du pétrole de schiste dans les champs de Bakken dans le Dakota du Nord, qui sert la machine de guerre des États-Unis et les machinations des États-Unis contre les projets souverains d'édification nationale des peuples tels celui du Venezuela. Du jour au lendemain, des voies ferrées délabrées ont été déclarées en parfait état pour le transport de ce pétrole, des wagons-citernes inadéquats sont devenus adéquats et des années de déréglementation par l'État de l'industrie ferroviaire ont servi la cupidité des monopoles ferroviaires et pétroliers et préparé les conditions pour cette catastrophe.

À l'occasion du septième anniversaire de la tragédie, la population de Lac-Mégantic a organisé des cérémonies commémoratives et réitéré ses revendications en ce qui concerne la sécurité ferroviaire. Les gens de Lac-Mégantic ont lutté sans relâche depuis la tragédie du 6 juillet 2013 pour rebâtir leur vie, une chose qui est impossible si la sécurité ferroviaire n'est pas améliorée et s'ils n'ont pas leur mot à dire et n'exercent pas un contrôle en tant que communauté sur les mesures qui sont prises. Une revendication centrale est la construction de la voie de contournement, que les gouvernements fédéral et québécois s'engagent à construire d'ici 2023, pour que des produits dangereux ne passent plus par le centre-ville de Lac-Mégantic. Les communautés ferroviaires affectées par des déraillements de train qui continuent de se produire de façon régulière au Québec, au Canada et aux États-Unis sont inspirées par la détermination qu'a manifestée la communauté de Lac-Mégantic, avec l'appui des gens de partout au Québec.

La lutte des résidents de Lac-Mégantic et de tant de communautés ferroviaires est difficile et pleine d'embûches, car ils affrontent la déréglementation de l'industrie ferroviaire organisée par l'État au service des monopoles ferroviaires et de l'industrie gazière et pétrolière. Ils sont également confrontés au plus grand défi de tous, à savoir que les gouvernements ne constituent plus une autorité publique et qu'ils sont des serviteurs des intérêts privés étroits qui ont usurpé l'appareil d'État.

Les conditions qui ont mené à la catastrophe de Mégantic ont été préparées par plus de trente ans d'activités de saccage par l'État et les monopoles ferroviaires.

En voici quelques exemples. Dans les années 1990, les entreprises ferroviaires comme le Canadien Pacifique (CP) et le Canadien National (CN) ont été autorisées par le gouvernement libéral de l'époque à se débarrasser de leurs lignes régionales s'ils les déclaraient non rentables. Certaines ont été vendues à des entreprises prédatrices basées aux États-Unis, spécialisées dans l'achat et la revente de sociétés ferroviaires qui réduisent le nombre d'employés, n'entretiennent pas les voies ferrées et abaissent les normes de sécurité. Le CP s'est départi de plusieurs lignes régionales, et c'est ainsi que la ligne régionale qui comprend Mégantic s'est retrouvée aux mains de Montreal, Maine and Atlantic Railway (MMA) en 2003, qui en était le propriétaire lorsque la catastrophe de Mégantic s'est produite.

En 2001, le gouvernement libéral a introduit le Système de gestion de la sécurité (SGS), un système d'autoréglementation que les entreprises ferroviaires élaborent elles-mêmes et que Transport Canada se contente de vérifier par audit et dont le contenu est tenu secret des travailleurs et des communautés au nom de la protection de la compétitivité des entreprises ferroviaires.

En 2012, le gouvernement Harper a autorisé la MMA à conduire ses trains avec une seule personne à bord. Dans ce cas également, les soi-disant conditions en vertu desquelles l'autorisation a été donnée n'ont jamais été rendues publiques, au nom de la protection de la MMA en tant qu'entreprise privée.

Des concepts antisociaux comme la « gestion du risque », « la sécurité en tant que coût à être équilibré avec les autres coûts que les entreprises doivent défrayer », la « compétitivité » sont devenus dominants, et ils le sont encore, au détriment des droits, de la sécurité et de la voix des

communautés.

Aujourd'hui, selon l'argument fallacieux qu'il s'agit de décisions commerciales privées, le gouvernement canadien ferme les yeux et laisse le CP, par exemple, exercer le maximum de pression sur les employés de bureau pour qu'ils conduisent des trains et chargent des trains en remplacement de mécaniciens de locomotive formés professionnellement. Des accidents évités de justesse, qui auraient pu avoir une fin tragique, ont été signalés, mais tout cela fait partie de la « gestion des risques » en vertu de laquelle le message est que tout va bien, jusqu'à ce que des tragédies se produisent et que les gouvernements et les entreprises se disent attristés et préoccupés, mais rien ne change. Les compagnies ferroviaires utilisent désormais des personnes inexpérimentées équipées de ceintures munies de télécommandes pour marcher le long des trains afin d'assembler et de démonter les trains le long des voies de triage, au lieu d'utiliser des ingénieurs de locomotive expérimentés pour diriger l'opération à partir de la locomotive elle-même. Cela a conduit à une augmentation du nombre de trains à la dérive.



Le fait demeure que sept ans après la tragédie de Lac-Mégantic, les dangers à la vie humaine, aux maisons et aux installations et à l'environnement sont plus grands aujourd'hui que jamais à cause de la négligence criminelle des monopoles ferroviaires appuyés par les gouvernements. Ceux-ci reconnaissent comme leur responsabilité première et leur tâche la plus urgente d'accroître leur capacité concurrentielle face aux autres transporteurs nationalement et internationalement, et cela à n'importe quel prix, et le gouvernement refuse de les rendre redevables de leurs actions. De plus en plus, ils disent aussi que c'est le facteur humain qui est la cause des accidents et des tragédies et que, si l'on ne mécanise pas le processus à 100 %, en éliminant les travailleurs, la sécurité ferroviaire continuera de se détériorer et d'être sujette à l'« erreur humaine ».

Les travailleurs et les communautés rejettent cette vision antisociale et ces pratiques antisociales. C'est grâce à leur activation du facteur humain/conscience sociale que la demande de vraies solutions prosociales à de vrais problèmes existe et est fermement plantée comme base pour ouvrir la voie au progrès. Alors qu'ils mettent de l'avant leurs demandes immédiates pour des mesures qui font respecter la sécurité en termes de conditions de travail, de personnel requis, d'entretien des voies, de stationnement sécuritaire des trains et de la voie de contournement, ils continuent de souffrir du traumatisme quotidien de la répétition d'accidents en raison de l'approche antihumaine du gouvernement. Ce n'est pas seulement un choc post-traumatique, c'est le traumatisme quotidien de savoir qu'une catastrophe peut se produire à tout moment. Toute autorité digne de ce nom doit disposer de mécanismes permettant aux personnes concernées par les décisions prises d'avoir un mot décisif à dire - sur la décision, la mise en oeuvre et le suivi. Les gouvernements et les intérêts privés étroits qu'ils servent doivent être tenus pour responsables de leur réponse antihumaine, antisociale et irresponsable aux demandes de la communauté de Lac-Mégantic.

Lac-Mégantic a produit un éveil tragique et profond au fait que c'est la vision et la pratique néolibérales voulant que toutes les ressources de la société soient mises à la disposition des monopoles mondiaux menant directement à l'autoréglementation des entreprises ferroviaires et à la négligence criminelle qui causent anarchie et chaos. Il en est de même des efforts concertés des

propriétaires privés et du gouvernement pour blâmer les travailleurs. Les résidents de Lac-Mégantic ont affronté la tragédie avec un immense courage et avec le soutien de gens de partout au Québec, au Canada, aux États-Unis et dans le monde. Tous ensemble, les travailleurs et le peuple se battent pour mettre un terme à ces tragédies en se prenant en main afin de pouvoir contrôler leur vie.

À l'occasion du septième anniversaire de la tragédie, nous saluons chaleureusement la communauté de Lac-Mégantic qui continue de rebâtir sa vie et d'apporter une contribution importante à la lutte pour la sécurité de tous et de toutes.

(Photos: LML, La Tribune)



L'action citoyenne toujours essentielle pour assurer la sécurité ferroviaire

- Entrevue avec Robert Bellefleur, porte-parole de la Coalition des citoyens et organismes engagés pour la sécurité ferroviaire à Lac-Mégantic -



LML : Tout d'abord, nos salutations à toute la population de Lac-Mégantic qui lutte avec courage pour rebâtir sa vie, ce qui est impossible sans une amélioration de la sécurité ferroviaire. Qu'est-ce qui a été organisé dans la ville à l'occasion du septième anniversaire de la tragédie ?

Robert Bellefeuille : Il y a eu trois conférences de presse. Nous avons bien sûr fait la nôtre. L'Alliance ferroviaire de l'Estrie et Montérégie qui comprend les maires de Mégantic, Sherbrooke, Bromont, Cowansville et Farnham en a aussi fait une, de même que la ville de Mégantic qui a inauguré l'Espace mémoire qui est une structure dédiée aux 47 victimes. Elle est située là où a eu lieu la tragédie, sur les assises mêmes du Musicafé. À midi, après l'inauguration de l'Espace mémoire, on a fait sonner 47 cloches à la mémoire des 47 victimes de la tragédie.

LML : Quels sont les défis auxquels vous faites face afin de garantir la sécurité ferroviaire ?

RB : On a refait une visite de la voie ferrée et on a trouvé de nouveaux problèmes au niveau des rails. On a annoncé une deuxième mise en demeure à Transport Canada pour qu'ils viennent réinspecter les rails à l'entrée et à la sortie de Lac-Mégantic. Le 7 mai 2019, Transport Canada avait transmis un rapport à Central Maine and Québec Railway Canada (CMQR) où il notait 253 rails défectueux entre Farnham et Lac-Mégantic. La compagnie devait réparer cela. Au mois d'août, on s'est aperçu qu'un endroit précisé dans le rapport où les rails étaient défectueux n'avait toujours pas été réparé. Nous avons d'ailleurs produit une vidéo qui montre l'état des rails à ce jour[1].

On a signifié cela à Transport Canada et aux journalistes et deux semaines après, un train a déraillé partiellement à ce même endroit. Les roues ont quitté la voie ferrée. Après cela on a fait une mise en demeure au ministre fédéral des Transports Marc Garneau et il a publié un arrêté ministériel pour obliger la compagnie à réparer. C'était l'an dernier. Cette année, on fait la même affaire. On envoie

une mise en demeure à Garneau, une deuxième, pour lui dire que vous n'avez pas tout réparé. Il en reste. Il en reste beaucoup. On lui a transmis la mise en demeure hier. Il a maintenant 10 jours pour faire une nouvelle inspection plus poussée que l'inspection standard qui se fait par ultrason. Les ultrasons sont une méthode qui n'est pas complètement efficace quand les rails sont trop usés car le métal ne conduit plus les ondes correctement.

Selon un rapport d'experts sur les 7 déraillements majeurs de train au Canada transportant du pétrole qui ont eu lieu après celui de Mégantic qui a été présenté dans un reportage de la CBC du 15 juin, il ressort que c'est l'état des rails qui est responsable des déraillements. Cela est dû au fait que le règlement sur la sécurité ferroviaire sur lequel sont inscrites les normes d'entretien datent de 2012, c'est-à-dire avant le transport massif du pétrole sur des rails. Le règlement est écrit en fonction de l'ancienne pratique des trains de frets réguliers et il n'est pas ajusté à la nouvelle réalité du transport massif de pétrole. Donc les rails s'usent plus vite avec des bris caractéristiques au surpoids des trains. Donc le Bureau de la sécurité des transports du Canada a fait ce constat-là et a recommandé de revoir le règlement sur la sécurité ferroviaire comme il ne correspond plus à la réalité. C'est ce règlement qui régit les compagnies et définit les normes d'entretien. Les journalistes ont prouvé que ces 7 déraillements majeurs depuis Mégantic sont dus au fait que les protocoles d'entretien ne sont pas à jour et que les trains sont plus lourds, plus longs. Le CMQR s'est vanté que le poids de ses convois passant par Mégantic avait augmenté de 56 %.



LML : Lors de ta conférence de presse, tu as dit que les matières dangereuses qui circulent à l'heure actuelle sont encore plus dangereuses que celles qui ont explosé lors de la tragédie. Peux-tu nous en dire plus ?

RB : Lors des séances du BAPE [Bureau des audiences publiques pour la protection de l'environnement] à Mégantic l'an dernier, les experts qui devaient faire une étude de risque nous ont appris que les deux matières les plus dangereuses qui circulent sur les rails sont le gaz propane et l'acide sulfurique. Il n'y a pas pire que cela. Si jamais il y a un déraillement suivi d'une explosion de ces matières, l'acide sulfurique va se pulvériser dans l'atmosphère en vapeur et les vents vont pousser cela jusqu'à 20 ou 30 km. Cela n'a rien à voir avec le pétrole de schiste qui brûle sur place. C'est dix fois pire comme impact.

Nous, on voit passer des convois de 30 citernes, où 10 à 12 wagons contiennent du gaz propane et de 7 à 8 contiennent de l'acide sulfurique, transportés par des wagons DOT-111. Depuis l'explosion à Lac-Mégantic, ces wagons ne peuvent plus transporter de pétrole, mais ils sont maintenant utilisés pour transporter un produit dix fois plus dangereux ! On voit ce type de convoi 3 à 4 fois par semaine et cela circule sur les rails et les ponceaux défectueux.

Il faut aussi ajouter que les trains sont toujours stationnés au haut de la côte. Comme il n'y a plus de gare de triage au centre-ville de Mégantic, la compagnie effectue le triage à Nantes, au même endroit où le train de la mort était stationné le 6 juillet 2013. Elle stationne des wagons qui proviennent du parc industriel sur la voie de desserte et lorsque le convoi arrive des États-Unis avec la matière dangereuse, il arrête en parallèle sur la voie ferrée principale, à côté des wagons à charger. Ils n'appliquent que les freins à air dans la pente, aucun frein à main. Et là, ils détachent les 4 locomotives qui vont chercher les wagons sur l'autre voie, laissant tout seul, sur de simples freins à air dans la pente, l'ensemble du convoi, pour une durée de 45 minutes à 1 heure. C'est le temps que cela a pris, au départ des pompiers à Nantes, pour que le train dévale la pente. Ces

manoeuvres sont faites 2 à 3 fois par semaine à Mégantic. On est dans le même scénario ; rien n'a vraiment changé, sauf que ce sont des matières 10 fois plus dangereuses. Cela fait deux fois que je fais le signalement à la Ville de Mégantic et à Transport Canada. On le voit aussi dans la vidéo.



Tout cela est toléré par Transport Canada. Hier, le 5 juillet, Garneau est sorti de son mutisme et a publié un communiqué de presse pour se défendre où il dit qu'il y a eu 225 inspections de la voie ferrée entre Farnham et Lac-Mégantic depuis 2015, cela signifie 45 par année. J'ai dit en entrevue : ou bien les inspecteurs sont aveugles ou bien ils sont incompetents et inconséquents, ce dont je doute, ou bien les règles ne sont pas assez strictes et sont trop complaisantes envers les compagnies.

LML : Peux-tu nous expliquer où en est le dossier de la voie de contournement ?

RB : Cela piétine. Ce que j'ai appris c'est qu'à la suite du rapport du BAPE en mai 2019, il y a eu beaucoup de questions soulevées concernant l'environnement en regard du tracé de la voie de contournement qui traverse des terres humides qui sont protégées au Québec. Le ministère de l'Environnement du Québec a émis des réserves sur certains points et a demandé des

éclaircissements. Et c'est là que ça bloque. Transport Canada a sorti un jugement prononcé l'an dernier dans le projet d'agrandissement du port de Québec dans la baie de Beauport où les poissons vont frayer. La cour a statué que le Québec n'a pas à s'ingérer dans une juridiction fédérale. Et là, Transport Canada se sert de ce jugement pour dire qu'il n'a pas à tenir compte des préoccupations environnementales du BAPE et du ministère de l'Environnement du Québec.

Selon nous, les préoccupations soulevées quant à l'environnement doivent être traitées sérieusement. Il faut penser que la voie de contournement va traverser des rivières, des ruisseaux, des marécages et des terres agricoles. On va creuser des fossés, y installer des dormants en bois imbibés de créosote qui va couler dans ces fossés et cela va se rendre à la rivière Chaudière.

L'opinion de la coalition est que cette voie ferrée pourrait être faite avec des travers de béton. Le béton a un impact environnemental quand tu le fabriques, mais une fois posé dans un environnement, il est inerte. Regarde le REM à Montréal sur la rive sud, on a utilisé des dormants en béton. En Ontario, les nouveaux chemins de fer sont aussi construits sur ces types de dormants. Et là on utilise encore les moyens du siècle dernier. Il faut savoir que les dormants de bois ont une moyenne de vie de 20 à 30 ans, alors que le béton peut durer au-delà de 50 ans. De plus, lorsque la durée de vie des dormants de bois est terminée, il y a encore des produits toxiques dedans, des HAP - hydrocarbures aromatiques polycycliques - qui sont cancérigènes. Pour en disposer, tu dois aller les porter dans un incinérateur à haut rendement, donc cela coûte une fortune pour s'en débarrasser.

Toute la pression qu'on fait, c'est pour dire que les vieilles voies ferrées sont dangereuses. On ne va pas attendre trois ans. Il faut que cela les force à accélérer le processus entourant la création de la voie de contournement. On nous dit qu'elle est prévue pour 2023.

LML : Veux-tu dire quelque chose en conclusion ?

RB : En l'absence de surveillance de Transport Canada, ce sont toujours les citoyens qui demeurent

vigilants. C'est l'implication et l'action citoyennes qui demeurent pour assurer la sécurité en l'absence d'implication de Transport Canada. Les autorités font fi de la sécurité, alors ce sont les citoyens qui doivent y voir.

On continue le combat. Ils ont dit que les Méganticois étaient résilients. On va leur faire voir c'est quoi la résilience !

Note

1. Voir les vidéos [Lac-Mégantic, une voie ferrée en fin de vie](#) et [Lac-Mégantic: la reconstruction](#).

(Photos: LML, Maine-Lewiston-Auburne ProtestTrain Safety)



Trentième anniversaire de l'assaut militaire brutal contre les Mohawks à Kahnésatà:ke

Pour des relations de nation à nation et la fin du génocide des peuples autochtones

- *Fernand Deschamps* -

« Le sort réservé aux peuples autochtones de ce pays est un sujet de grande préoccupation pour tous. Cela comprend le gouvernement Trudeau.

Malheureusement, la préoccupation de ce dernier n'est pas de redresser les torts historiques comme l'exige notre époque, mais de réaliser ce que les gouvernements précédents n'ont pu réaliser, soit éliminer une fois pour toutes les droits autochtones pour pouvoir piller leurs terres et leurs ressources. Le premier ministre Justin Trudeau se préoccupe davantage de redorer l'image ternie du Canada à l'échelle mondiale en ce qui a trait aux droits humains, le Canada ayant acquis une réputation de violateur des droits humains à cause de sa négligence criminelle historique face aux conditions de vie des peuples autochtones et des crimes commis contre eux. » - *Pauline*

Easton^[1]



Oka 1990

Il y a trente ans, à l'aube du 11 juillet 1990, une centaine d'agents lourdement armés de la Sûreté du Québec (SQ) ont mené un assaut contre des membres des Kanien'kehá:ka de Kanehsatà:ke (nation mohawk, membre de la Confédération Haudenosaunee) qui avaient érigé une barricade sur un chemin de terre menant à un lieu sacré de sépulture autochtone pour s'opposer à l'agrandissement d'un club de golf sur le territoire mohawk situé près de la ville d'Oka, au Québec. Pour que le projet se réalise, la forêt connue sous le nom de la Pinède, ainsi que le cimetière de Pine Hill, le cimetière de la communauté de Kanehsatà:ke, devaient être rasés au bulldozer. Pour empêcher cette

destruction, les résidents de Kanehsatà:ke ont érigé dès mars 1990 une barricade sur un petit chemin de terre secondaire traversant la Pinède.

L'assaut de la SQ du 11 juillet est survenu après un ultimatum, sous forme d'une ordonnance du tribunal, que le maire et le conseil municipal d'Oka avaient sollicitée et qui appuyait l'expansion du terrain de golf privé sur les terres autochtones volées : les Kanien'kehá:ka de Kanehsatà:ke devaient enlever leur barricade avant le 9 juillet ou bien faire face au plein poids de la loi.



Lors de l'attaque du 11 juillet 1990 par les forces de police en tenue de combat militaire, la SQ a utilisé des grenades lacrymogènes et des grenades assourdissantes contre les personnes présentes à la barricade.

Après que la SQ a commencé à tirer, une fusillade a éclaté entre eux et les guerriers mohawks, et le caporal Marcel Lemay de la SQ a été tué par balle dans la mêlée qui s'ensuivit.

La SQ a abandonné ses véhicules et s'est retirée au bas de la colline à Oka. Les guerriers mohawks ont utilisé les véhicules abandonnés pour construire et fortifier une nouvelle barricade sur la route 344, tandis que la SQ érigeait sa propre barricade pour empêcher les renforts mohawks de venir à Kanehsatà:ke. En signe de solidarité, le pont Mercier, l'un des cinq ponts/tunnels reliant Montréal à la rive sud du fleuve Saint-Laurent, a été fermé à Kahnawà:ke par la communauté mohawk. Les événements sont rappelés dans le documentaire de l'Office national du film de 1993 intitulé « Kanehsatake : 270 ans de résistance », réalisé par Alanis Obomsawin qui était à Kanehsatà:ke lors de la confrontation en 1990[2].

L'affrontement à Kanehsatà:ke et Kahnawà:ke comprenait des milliers de soldats avec des chars d'assaut et des hélicoptères de l'armée canadienne commandés par le gouvernement Mulroney à la demande du gouvernement Bourassa. Il a finalement duré jusqu'au 26 septembre, date à laquelle les membres du centre de traitement Onn'to:kon de Kanehsatà:ke ont décidé de quitter l'encerclement après 78 jours de résistance.



Oka 1990

L'enjeu des revendications territoriales non résolues



Marche pour marquer le 25e anniversaire du soulèvement d'Oka, le 11 juillet 2015

Bien que le siège ait pris fin, les problèmes des titres liés aux revendications territoriales qui étaient au cœur du différend persistent à ce jour. La question des titres ancestraux à Kanehsatà:ke remonte à 300 ans, lorsque les Sulpiciens ont commencé le lent processus de déposséder la nation mohawk de Kanehsatà:ke de leurs terres[3].

« Rien n'a changé », a déclaré Kanehsata'kehron Ellen Gabriel au début de la semaine, se remémorant le 30e anniversaire du début du siège de Kanehsatà:ke, ou que certains appellent la « crise d'Oka ». Elle faisait partie des personnes qui ont résisté pendant le siège de 1990 et ont participé pendant cette période aux négociations avec les gouvernements du Québec et fédéral pour régler les revendications territoriales.

« Comment la réconciliation a-t-elle pu échouer, si elle n'a jamais débuté ? », a demandé Ellen Gabriel. Dans une déclaration précédente, elle avait déclaré que « la réconciliation comprend les réparations et la restitution ».

Ce à quoi elle faisait référence, c'est qu'après 30 ans, le gouvernement fédéral n'a pas été en mesure de trouver de solutions au différend des revendications territoriales à Kanehsatà:ke. Gabriel a déclaré qu'une relation de nation à nation signifie une rencontre avec la Confédération Haudenosaunee.

La demande d'un moratoire sur la vente de terres

Lors d'une conférence de presse tenue il y a près d'un an, le 21 août 2019, Ellen Gabriel, au nom du peuple de la maison longue à Kanehsatà:ke, a déclaré qu'elle voulait que le gouvernement fédéral arrête le développement et la vente de terrains sur les 689 kilomètres carrés des terres ancestrales situées à 40 km au nord-ouest de Montréal.

« Nous mettons en garde tous ceux qui décident d'acheter des terres sur le territoire de Kanehsatà:ke, Kanien'kehá:ka, ou Oka et ses municipalités avoisinantes, de quelconque acheteur que ce soit, car toute cette zone reste un territoire contesté », a déclaré Gabriel.

Elle a ajouté que le gouvernement fédéral a longtemps négligé les réclamations territoriales de sa communauté, ce qui a entraîné la crise d'Oka en 1990.

« Le premier ministre permet que la fraude au sujet des titres de propriété se poursuive », a déclaré Gabriel.

« La réconciliation signifie un véritable engagement à changer, à s'engager honnêtement et à reconceptualiser les relations pour créer un avenir de paix, de justice et d'espoir renouvelé. »



Conférence de presse sur l'expansion illégale d'un gazoduc sur les terres traditionnelles des Kanien'kehá:ka, le 28 septembre 2017

Dans une entrevue précédente avec CBC au cours du même mois, Serge Simon, grand chef du Conseil mohawk de Kanehsatà:ke, a déclaré : « Le gouvernement fédéral a une responsabilité fiduciaire envers tous les membres des Premières Nations, et ce que vous voyez, c'est son manque de responsabilité fiduciaire. »

Le différend non résolu sur les revendications territoriales qui était au coeur de la « crise d'Oka » il y a 30 ans de cela, a incité un Ojibway de Shoal Lake, en Ontario, à entamer le 11 octobre 2019 une grève de la faim de deux semaines avec comme l'une des principales revendications que le premier ministre du Canada Justin Trudeau impose un moratoire à court terme sur tout aménagement des terres ancestrales des Kanien'kehá:ka à Kanehsatà:ke.

« Le différend de longue date sur les historiques revendications territoriales, qui a été au coeur du siège de Kanehsatà:ke ou de la crise d'Oka, n'a jamais été résolu », a déclaré la Maison longue de Kanehsatà:ke dans un communiqué le même jour. Ellen Gabriel, membre de la Maison longue, a souligné qu'un moratoire sur tout aménagement dans la zone en litige devrait être mis en place jusqu'à ce que les revendications territoriales soient réglées. Elle a déclaré que plus de terres ont été développées dans la région ces dernières années que ce à quoi ils s'étaient opposés en 1990.

« Réglons le différend des revendications territoriales qui avait été promis lors des négociations en 1990, afin que les gens puissent mener leur vie sans plus avoir à s'inquiéter », a-t-elle déclaré.

« C'est la première étape. Le but ultime est de vivre en paix. »

La politique des revendications territoriales globales comme arme pour diviser les peuples autochtones

La revendication de la communauté mohawk sur la terre connue sous le nom de Seigneurie du lac

des Deux-Montagnes a été déposée pour la première fois auprès du gouvernement fédéral en 1975. Après avoir été rejetée et déposée à plusieurs reprises, une partie de la revendication, appelée les « petites communes », a été officiellement acceptée en vertu de la Politique sur les revendications particulières du Canada pour des négociations officielles en 2008.

Cependant, la politique autorise uniquement les conseils de bande à déposer une réclamation, et non les formes de gouvernance traditionnelles séculaires établies par les peuples autochtones eux-mêmes.

Joe Deom, un représentant de la branche de la nation mohawk à Kahnawà:ke, a déclaré que les femmes détiennent le titre de la terre en vertu de leur constitution - le Kaianere'kó:wa ou Grande loi de la paix - qui précède l'arrivée des Européens en Amérique du Nord.

« Toutes ces terres qui nous entourent ici relèvent vraiment de la compétence des femmes de la maison longue et non des conseils de bande, ni du gouvernement fédéral ni de la province », a-t-il dit.



De plus, le manque d'information disponible sur les négociations en cours relatives aux revendications particulières était l'une des nombreuses questions sur lesquelles les résidents de Kanehsatà:ke ressentent un manque de confiance envers leur conseil de bande.

Gordie Oke, un ancien chef du conseil, a déclaré que c'était en raison d'une clause de confidentialité que le conseil de bande devait signer afin de pouvoir débiter le processus de négociation de la revendication.

« Cela m'a dérangé parce que nous devons toujours consulter nos gens sur tout type de problèmes soulevés par les autorités fédérales », a déclaré Oke.

Marc Miller, alors secrétaire parlementaire de la ministre des Relations Couronne-Autochtones et maintenant ministre des Services aux Autochtones, en réponse au fait que les Premières Nations ne sont pas consultées dans le cadre de ce processus, a déclaré : « [Les négociations] sont confidentielles. L'une des principales raisons est qu'elle offre aux parties un forum pour avoir des discussions en face à face et ne pas avoir un processus où vous négociez dans le domaine public par le biais des médias. » Pour quelqu'un qui aime se vanter de sa connaissance de la langue mohawk, il devrait chercher comment le mot « transparence » se traduit dans la tradition mohawk.

Peter Di Gangi, membre du conseil d'administration du Yellowhead Institute, un centre de recherche dirigé par les Premières Nations, a déclaré que les accords de confidentialité posaient problème : « Les réclamations sont contre le gouvernement fédéral. En même temps, il contrôle le processus de négociation et contrôle le financement. Il contrôle à peu près tous les aspects du processus », a déclaré Di Gangi.

« Cela a une incidence sur la capacité des Premières Nations de sentir qu'elles ont la possibilité de voir leurs revendications traitées de manière équitable et ouverte. »

Dans des endroits comme le Québec, le titre autochtone ancestral sous-jacent à la terre complique également les situations où le gouvernement fédéral demande un « abandonnement » de la revendication lorsqu'un règlement est conclu.

« Pour certaines communautés, cela est considéré comme une forme d'extinction », a expliqué Di Gangi.

« Si vous avez un titre ancestral sous-jacent et que vous êtes assis à la table avec le gouvernement pour régler une revendication particulière, pourquoi voudriez-vous abandonner votre titre sous-jacent juste pour régler une revendication liée à une réserve ? »

Il y a un an, le gouvernement fédéral a tenté d'introduire ce qu'il a appelé « de nouvelles politiques sur les revendications territoriales globales et les droits inhérents ».

Comme l'a souligné le *LML* à cette époque, « La Journée nationale d'action [...] s'oppose également à ce que l'on a appelé le 'Livre blanc 2.0 de Trudeau'. Cela inclut le projet de loi C-86, un projet de loi omnibus portant exécution du budget qui contient des modifications à des lois, notamment la *Loi sur la gestion des terres des Premières Nations* et la *Loi sur la gestion financière des Premières Nations*. Avec ces changements, le gouvernement présente des plans pour remplacer les politiques relatives aux traités modernes (qu'il appelle revendications globales) et à l'autonomie gouvernementale (qu'il appelle politique des droits inhérents). En raison de l'opposition exprimée par les chefs des Premières Nations, la ministre des Relations entre la Couronne et les peuples autochtones, Carolyn Bennett, a renoncé à introduire ces changements - qui devaient être discutés en juin - parce qu'ils constituent une violation flagrante des droits ancestraux de tous les peuples autochtones.

« APTN News rapporte :

« 'Le Canada ne présentera pas encore de nouvelles politiques sur les revendications territoriales globales et les droits inhérents, a déclaré Carolyn Bennett, Relations entre la Couronne et les peuples autochtones, à l'Assemblée des Premières Nations (APN)' le 2 mai. [...]

« Okimaw Henry Lewis, chef de la nation crie d'Onion Lake à la frontière entre la Saskatchewan et l'Alberta, a déclaré à propos de la journée nationale de protestation et des manifestations régionales : 'Nous travaillons avec un réseau de chefs de nations à travers le pays pour alerter notre peuple à ce qui se passe et pour dire au gouvernement qu'ils ne peuvent pas continuer de procéder unilatéralement à l'élaboration de politiques et d'agendas législatifs qui attaquent directement nos droits inhérents et issus de traités, ainsi que notre compétence souveraine.'

« Lewis a mis les choses au clair : 'Le Canada n'a jamais cessé d'essayer de mettre en oeuvre la politique du Livre blanc de 1969 qui vise à régulariser nos traités internationaux, à nous transformer en municipalités et à nous expulser de nos terres', ajoutant : 'En tant que chefs et peuples, nous devons faire front commun pour combattre cet ordre du jour au profit de nos enfants et des générations futures.'[4] ».

Pour souligner le 30e anniversaire, la maison longue de Kanehsatà:ke a tenu des barricades mobiles le samedi 11 juillet à 10 h.

Notes

1.« [La reconnaissance des droits ancestraux des peuples autochtones doit avoir préséance](#) », Pauline Easton », *LML*, le 3 octobre 2017

2. [Extraits du documentaire intitulé « Kanehsatake, 270 ans de résistance »](#), de Alanis Obomsawin, Office national du film du Canada, 1993

3.« [À l'orée des bois - une anthologie de l'histoire du peuple de Kanehsatà :ke : La réalité sur les origines de Kanehsatà :ke et le mythe de 1721](#) », par Brenda Gabriel et Arlette Kawanatatie Van den Hende, Centre culturel et de langue Tsi Ronterihwanónhnha ne Kanien'kéha, 2010, pages 20-23

4. « [Pour des relations de nation à nation et la fin du génocide des peuples autochtones - Journée nationale d'action le 27 mai](#) », *LML*, numéro 20, le 25 mai 2019



Des manifestations condamnent l'annexion de territoires palestiniens partout dans le monde

Les peuples du monde unis avec le peuple palestinien



CALENDRIER D'ÉVÉNEMENTS

L'appel de la résistance palestinienne à des journées de rage contre l'annexion de territoires palestiniens a été repris partout dans le monde dans les jours et les semaines qui ont précédé et suivi le « lancement » le 1er juillet 2020 du plan d'annexion annoncé par Israël.



Manifestation pour la terre dans le village d'Asirah Alshamaliah le 3 juillet 2020. Des colons israéliens, escortés et protégés par des soldats, ont érigé un avant-poste de colonisation illégal quelques jours auparavant.

Selon Samidoun, le Réseau de solidarité avec les prisonniers palestiniens, le 1er juillet des manifestations ont eu lieu en Palestine occupée ; des manifestations ont eu lieu aux États-Unis à San Francisco, Chicago, Salt Lake City, Albuquerque, au Nouveau-Mexique, à Portland, en Oregon, à Boston, Seattle, Philadelphie, Toledo et Columbus, en Ohio, à San Diego, à Rancho Cucamonga et à Claremont, en Californie ; au Canada, à Halifax et St. Catherines ; au Costa Rica à San Jose ; en Angleterre, à Oldham et Bedford ; en France, à Toulouse et à Saint-Denis ; aux Pays-Bas, à Amsterdam et La Haye ; en Allemagne, à Francfort et Berlin ; en Espagne, à Madrid, Grenade, Valence, Valladolid, Séville et Bilbao ; en Grèce, à Athènes ; en Turquie, à Istanbul ; en Afrique du Sud, à Johannesburg ; et en Corée, à Séoul.

Les manifestations se sont poursuivies après le 1er juillet à Berlin, en Allemagne ; à Amman, en Jordanie ; à Copenhague, au Danemark ; à Toronto et Mississauga, au Canada ; à Dublin, en Irlande ; à Derry, en Irlande du Nord ; à Lyon, en France ; à Londres, en Angleterre ; à Auckland, en Nouvelle-Zélande ; à Détroit et Cleveland, aux États-Unis ; à Lisbonne, au Portugal, ainsi que dans plusieurs autres villes.

C'est à Brooklyn, à New York, qu'a eu lieu l'une des plus importantes manifestations des journées de rage à l'extérieur de Gaza. Des milliers de personnes sont descendues dans la rue en scandant des slogans et en marchant pendant plusieurs heures. Organisée par la Coalition New York pour la Palestine, dont fait partie Samidoun, cette manifestation a spécifiquement fait le lien entre la lutte des Palestiniens pour leurs droits et la lutte des Afro-Américains contre la violence policière raciste organisée par l'État. Une intervention préenregistrée du prisonnier politique américain Mumia Abu-Jamal a servi de coup d'envoi à la marche.



Journée de rage à Brooklyn, New York, le 1er juillet 2020

À Los Angeles, des centaines d'autos ornées de pancartes, de bannières et de drapeaux palestiniens ont roulé du Federal Building au consulat d'Israël devant lequel une foule bruyante s'est rassemblée.

À Baltimore, les manifestants ont condamné le soutien des États-Unis à l'État sioniste d'Israël et exigé la fin de l'occupation israélienne de la Palestine. Ils ont aussi exigé que les forces de défense israélienne cessent de former la police de Baltimore.

Selon Samidoun, près de 300 personnes se sont rassemblées à Toulouse, en France, le 1er juillet.

Pendant près de deux heures, les manifestants ont chanté et scandé des slogans : « La Palestine vivra ! La Palestine vaincra ! » et « Boycottez Israël ! »

Le 1er juillet, une manifestation a aussi eu lieu à Amsterdam. Une centaine de personnes ont manifesté devant le consulat des États-Unis contre la colonisation ininterrompue de la Palestine. La manifestation a été organisée par Samidoun Pays-Bas et appuyée par diverses organisations, dont BDS Pays-Bas et PGNL, la communauté palestinienne des Pays-Bas.

Le 3 juillet, à Berlin, les jeunes ont dirigé une manifestation devant le Bundestag, le parlement allemand. Ils ont rempli l'espace devant le Bundestag de drapeaux palestiniens et d'appels à la justice et à la libération, montrant qu'aucune répression, quelle qu'elle soit par l'État allemand, n'empêchera la voix de la Palestine d'être entendue.



Aussi, selon Samidoun, des dizaines de milliers de personnes de diverses villes partout dans le monde sont descendues dans la rue, répondant à l'appel des journées de rage contre l'annexion israélienne, de la Palestine aux États-Unis, des Philippines à la Turquie. De toute évidence, la colonisation continue de la Palestine se heurtera à une résistance accrue.

Canada



Toronto, 4 juillet 2020

Partout au Canada, des actions continuent d'être organisées dans le cadre des jours de rage et de la condamnation internationale des plans des États-Unis et des sionistes israéliens d'annexer de grandes sections de territoires palestiniens occupés. Plus de 300 000 Palestiniens sont menacés d'être déplacés à nouveau en raison de l'annexion proposée. La semaine dernière, *LML* a rapporté qu'une action avait eu lieu à Halifax le 1er juillet. Des actions ont aussi eu lieu à Montréal, à Toronto, à St. Catharines, et dans d'autres villes. Les manifestations se poursuivent et d'autres actions se sont tenues à Toronto, à Mississauga et à Hamilton, alors qu'une autre est annoncée pour le 12 juillet à Vancouver et une autre à Windsor le 18 juillet.

Toronto



L'action du 4 juillet à Toronto a été parrainée par le Mouvement de la jeunesse palestinienne (MJP), l'Association arabo-palestinienne de l'Ontario, Al-Awda, la Coalition pour le droit de retour de la Palestine et Campus pour la Palestine — C4P. L'esprit de résistance était très inspirant.

Un participant enthousiaste, dans une note au *LML*, a dit qu'il a eu l'impression que plus de 1 000 personnes se sont jointes à la marche pendant la manifestation qui a duré trois heures. Il y a eu une présence constante de 200 à 250 personnes en dépit de la chaleur, alors que plusieurs passants s'arrêtaient et prenaient part à la manifestation pendant quelque temps puis poursuivaient leur chemin.

Il semble que plus de 100 organisations différentes ont participé à cet acte de solidarité et de résistance. « Elles provenaient de toutes les communautés victimes de toutes formes de colonialisme, de racisme, de sexisme et de discrimination. Parmi les orateurs il y avait des Noirs, des Autochtones, des Juifs antisionistes — presque toutes les communautés marginalisées et faisant face à toutes les formes de discrimination possibles. »

Mississauga



Une vigoureuse « Manifestation pour la Palestine » a eu lieu à Mississauga le 4 juillet à Celebration Square, organisée par Sauga pour la Palestine. Les organisateurs, la plupart étudiants, voulaient faire entendre leur voix en appui à la Palestine et prendre position contre Israël et ses pratiques illégales. « Mississauga — nous devons nous unir contre l'injustice ! », ont-ils écrit. « Israël compte détruire/annexer des maisons palestiniennes en Cisjordanie et des grandes sections de territoire dans la vallée du Jourdain, rongant ainsi les seules régions sous contrôle palestinien et poussant encore plus de Palestiniens à devenir des réfugiés. Il s'agit de l'étape la plus importante de la Nakba

ininterrompue et le plan le plus agressif visant à voler les terres palestiniennes et à agrandir les colonies israéliennes illégales. En tant que Canadiens, nous devons condamner cette annexion illégale et condamner l'appui de Trudeau à Israël, et montrer notre appui à la Palestine et réclamer justice pour son peuple. Palestinien ou pas, c'est une question de droits humains, et nous devons tous nous unir pour nous y opposer. »



Hamilton



Le Jour de rage de Hamilton a eu lieu le 5 juillet à l'Hôtel de Ville de Hamilton. Les organisateurs ont dit qu'ils ont appelé à se rassembler dans le but d'exercer une pression sur le gouvernement canadien pour qu'il condamne l'annexion imminente par Israël de sections de la Cisjordanie. Nous essayons aussi de faire pression sur le gouvernement canadien pour qu'il prenne des actions concrètes, ont-ils dit, telles que l'imposition de sanctions contre Israël et la suspension de l'Accord de libre-échange Canada-Israël — si Israël va de l'avant avec l'annexion.

Ils ont appelé à mettre fin aux politiques d'apartheid d'Israël, dont l'établissement d'une colonie exclusivement juive créée sur terres palestiniennes, à l'encontre du droit international. Ils ont appelé au démantèlement du mur d'apartheid en Cisjordanie. Ils ont aussi exprimé leur appui total aux peuples autochtones de l'Île de la Tortue contre la violence raciste policière organisée par l'État et leur volonté de mettre fin aux « échanges létaux et aux partenariats de formation » entre les forces de défense israélienne et les services de police de l'Amérique du Nord.

L'action a été appuyée par l'Institut théologique de libération juif, Solidarité pour les droits humains des Palestiniens Queen's, la Maison de la Palestine — Toronto, Voix juives indépendantes de Hamilton et Étudiants contre l'apartheid israélien à l'université York — SAIA York.

Vancouver

Vancouver accueillera un Jour de rage contre l'annexion le 12 juillet, de 15 h à 17 h à la Galerie

d'Art de Vancouver, au 750, rue Hornby. Tous et toutes sont appelés à y participer. L'action de Vancouver est organisée par l'Association étudiante arabe et Solidarité avec les droits humains palestiniens en collaboration avec Alliés de Vancouver et Voix juives indépendantes. Le Réseau de solidarité avec les prisonniers palestiniens Samidoun appuie aussi l'événement.

« Venez participer », écrivent les organisateurs, « à une manifestation contre l'annexion illégitime de sections de la Cisjordanie et de la Vallée du Jourdain qui causera une nouvelle instabilité et de plus grandes difficultés pour les Palestiniens, et minera la possibilité d'établir un État palestinien indépendant. »

Windsor

Le Groupe de solidarité palestinienne de l'Université de Windsor organise une journée de rage pour arrêter l'annexion de la Palestine le 18 juillet à 15 h 30 au coin de Ouellette et Riverside Drive au centre-ville de Windsor. « Nous ne garderons pas le silence pendant qu'Israël annexe des terres palestiniennes! Rejoignez le Groupe de solidarité palestinien dans une marche pour la justice. Faites entendre votre voix et exigez que notre gouvernement agisse. Arrêtez l'apartheid, arrêtez ces crimes contre l'humanité », écrivent les organisateurs.

Des actions à l'échelle internationale

Washington, district de Columbia



Tallahassee, Floride





Las Vegas, Nevada



Free Derry, Irlanda



Dublin, Irlanda



Kildare, Irlanda



Ennis, Irlanda



Londres, Angleterre



Londres Est, Angleterre; Sheffield, Angleterre



Bristol, Angleterre



Manchester, Angleterre



Liverpool, Angleterre



Galles du Sud



Gothenburg, Suède



Copenhagen, Danemark



Vienne, Autriche



Lisbonne, Portugal



Montpellier, France



Gijón, Espagne



(Avec des informations de Samidoun and La Lucha, www.struggle-la-lucha.org/. Photos: Palestine Chronicle, Y. Arar, J. Catron, Ariel D., A.M. Javeed, Sauga for Palestine, visualsbyebi, T. Berlund, If Not Now When, FSU Students for Justice in Palestine, Nevadans for Palestinian Human Rights, Derry Ireland Palestine Solidarity, Ireland Palestine Solidarity, Palestine Solidarity Ctte UK, J. Hurd, Palestine Return Ctte, Bristol IPSC, R. Dye, Big Ride for Palestine, Palestine Vision Society, O. Said, Palestine Solidaritat Österreich, MDPPOPNMO, BDS France)



Lisez Le Marxiste-Léniniste

Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca